

Nous vivons un choc qui est à la fois collectif - à divers niveaux, du mondial au local - et personnel, intime. Certains sont mieux placés que d'autres pour l'encaisser et faire preuve, comme le qualifie un mot à la mode, de résilience, et même pour se projeter vers l'avenir. Je fais partie des privilégiés, socialement, économiquement, mais cela ne m'empêche pas de penser aux plus faibles, aux plus démunis - l'économie n'est pas seule à devoir être sauvée, il y a aussi des individus en déshérence ou très fragiles.

Je fais partie des générations âgées, mais cela ne m'empêche pas de penser aux vieillards, isolés ou dans des Ehpad si insuffisamment soutenus par la puissance publique, ou aux jeunes générations et à l'avenir de leur point de vue. Bref, je "ne m'en sors personnellement pas trop mal", et tout en veillant à distance au fonctionnement de l'institution que je dirige, la Fondation Maison des sciences de l'Homme, je réfléchis, lis et écris à partir de cette expérience.

Je pense beaucoup au sociologue allemand Ulrich Beck [1944 - 2015], dont j'étais l'ami. Il a ouvert la voie aux réflexions les plus fécondes sur la société du risque et, titre de son dernier livre que je viens de relire, sur *The Metamorphosis of the World* (Polity Press, 2016).

Les mots sont importants, nous le savons très bien lorsqu'il y a lieu de s'inquiéter, à juste titre, des pulsions fascisantes qui animent nos sociétés - à ce propos, j'ai été heureux de préfacer la traduction en français du livre de Robert Habeck, le dirigeant des Verts allemands, *Du langage en politique. Ce que les mots font à la démocratie* (Les Petits matins, 2020). Mais nous devrions être attentifs tout autant à la sémantique des responsables les plus démocrates qui soient. Parler de "guerre" me semble inadapté, incongru et déplacé, c'est même une faute s'il s'agit aujourd'hui du Covid-19, comme ce l'était en 2015 à propos du terrorisme, et même encore plus. Une guerre ne surgit pas de nulle part, comme l'a montré l'historien Christopher Clark à propos de la Première Guerre mondiale (dans *Les somnambules*, Flammarion, 2013), il s'agit là d'une pure construction politique et sociale. Or le virus n'est pas un ennemi humain, il a frappé soudainement. S'y opposer convoque des politiques publiques. Le discours de la guerre ne veut voir que l'unité du corps social, il interdit le traitement démocratique de ce qui nous divise, et face à l'épidémie il autorise l'opacité, la dissimulation de la part du pouvoir. Ce qui est contre-productif dans un tel combat. De plus, le discours de la guerre flatte les tendances à mettre en avant l'idée de nation, et de là il rend difficile d'être complètement orthogonal par rapport aux dérives nationalistes.

Le défi est d'abord vital. Vital du point de vue des personnes singulières, du point de vue des pays, du point de vue de l'humanité. Mais il l'est inégalement : les plus aisés et les plus jeunes s'en sortiront mieux. Il met en cause les équilibres géopolitiques, il questionne notamment la place de la Chine, que l'on découvre être davantage qu'une puissance majeure : le reste du monde en est dépendant pour nombre de produits, nous vivons sous son emprise. Ce défi suggère de repenser l'économie, fait exploser les idéologies néo-libérales, et incite à parler de nouveau de dé-mondialisation, de ré-industrialisation.

Il est aussi social. A cet effet, il interroge les politiques publiques dans bien des domaines, en premier lieu de la santé. Ulrich Beck avait forgé l'idée de "métamorphose du monde" pour expliquer que nous vivons bien plus qu'une transformation dans laquelle les réalités antérieures se modifient sans nécessairement disparaître : nous sommes dans une rupture

anthropologique majeure, qui nous oblige à tout repenser. Il précisait que cette métamorphose peut avoir des dimensions positives, et ainsi proposait le concept de "emancipatory catastrophism" : toute tragédie - et la pandémie en est une - peut profiter à l'émancipation, au mieux, au bon.

Que sortira-t-il de "bon" justement ? Un autre rapport à la nature ? D'autres modes de production, de consommation ? D'autres conceptions de la culture, de la ville, de la mobilité, des loisirs ? Le défi est là : la crise va nous conduire à *choisir* : voulons-nous continuer à laisser prospérer les populismes, les extrémismes, les nationalismes, l'autoritarisme ? Ou pouvons-nous essayer de construire un monde meilleur ? Après tout, la sortie de la grande crise de 1929 a donné naissance d'un côté au New Deal, de l'autre à Hitler... Et face à ce défi, il n'est pas contestable que les démocraties sont mieux outillées que les dictatures, même chinoise.

La pandémie est donc l'occasion d'opposer la démocratie à l'autoritarisme. Mais évitons les appréciations trop simples. L'action a été inaugurée en Chine sous les auspices du mensonge et de la persécution de ceux qui comme le docteur Li Wenliang annonçaient l'épidémie. Elle a permis au régime de se renforcer, et a montré l'efficacité de mesures apparemment brutales mais qui ont produit rapidement leurs effets. Ailleurs en Asie, en Corée du Sud, au Japon, à Singapour, à Taïwan, des régimes démocratiques ont su eux aussi faire preuve d'efficacité, tout en mettant en œuvre des mesures qui si elles devaient se prolonger après la crise, constitueraient autant d'atteintes aux libertés et aux droits de l'homme : notamment le traçage des individus un par un. En France, les mesures déployées ont été moins efficaces, faute surtout de préparation antérieure - l'Asie avait l'expérience de ce type d'épidémie. L'Etat de droit, la séparation des pouvoirs ou les acquis sociaux en ont été affectés. En fait, partout dans le monde, la démocratie, pour être sauvée, a dû s'adosser sur des mesures non démocratiques, autoritaires.

La démocratie, c'est à la fois l'unité et la capacité de traiter de ce qui divise le corps social sans violence, tout en respectant l'Etat. En fait, en temps de menace, la priorité est donnée à l'unité, et on voit bien comment deux impératifs existent face au risque ou à la catastrophe : la sécurité s'oppose d'une part au maintien de la vie économique, d'autre part aux libertés individuelles. Ce qui produit toute sorte de variantes possibles, selon ce qui, d'un pays à un autre, est privilégié par les gouvernements.

Surtout, ce qui réapparaît comme opportunité, c'est l'histoire et la politique. D'un coup, nous sommes confrontés à notre capacité de (sur)vivre et de nous projeter vers l'avenir. Nous découvrons les impasses de la pensée technocratique, purement gestionnaire, et comptable, à laquelle bien des gauches ont adhéré, perdant alors leur âme. Nous constatons que l'Etat, en s'éloignant de politiques de redistribution, en cessant d'investir suffisamment dans des domaines cruciaux comme l'éducation ou la santé, a failli, et qu'il faut le repenser, au plus loin des dogmes néo-libéraux. Nous voyons que la solidarité peut aussi, et peut-être même *d'abord*, se construire *bottom up*, à partir d'une formidable mobilisation de la société civile structurée autour de ses associations, de ses réseaux d'entraide, et d'une multitude d'initiatives dont certaines relèvent de l'économie sociale et solidaire. Nous observons une immense soif de démocratie, qui sollicite des demandes de transparence et de vérité : les citoyens ne demandent pas au gouvernement de « tout réussir », ils attendent qu'il les informe convenablement, sans langue de bois, sans mensonges ou omissions sur des points sensibles - comme le nombre de décès, puisque les seuls comptabilisés ont longtemps été ceux qui se

jouaient à l'hôpital, ou l'origine du déficit de masques ou de tests. A cette condition, le discours de l'unité peut fonctionner.

Mais ne nous y trompons pas : cette aspiration à l'unité ne fait pas l'unanimité. C'est pourquoi le débat démocratique, même conflictuel mais non violent, est si important. Il permet de négocier, d'aboutir à des choix, des décisions, d'éventuels compromis. Il apporte sa légitimité à l'action gouvernementale.

Le tragique, c'est lorsque tout ceci devient presque impossible, et qu'apparaissent alors soit des *héros* - qui en se comportant de façon exceptionnelle montrent à quel point il est difficile d'agir de façon ordinaire -, soit des *salauds* - qui volent et s'enrichissent -, soit des irresponsables - qui agissent de façon incivique. Le tragique, c'est quand l'histoire se substitue à la routine et au fonctionnement habituel.

Les plus blasés affirmeront : tout redeviendra comme avant sitôt la crise terminée, l'habitude retrouvera tous ses droits. Les plus pessimistes déclareront : rien ne sera plus comme avant, tout sera pire, les inégalités seront renforcées entre individus, entre groupes, entre pays, l'économie sera entrée dans une phase de grande régression, les nationalismes déboucheront sur des bruits de bottes, puis sur des guerres, etc. Quant aux optimistes - dont Beck était, et dont je suis -, ils seront attentifs à ce qui nous fait entrer dans une "ère nouvelle". Une ère nouvelle où l'idée de progrès retrouve son sens, où l'économie - plus juste socialement et cessant d'être comme déconnectée de la politique - se relance sur des bases inédites, où la représentation politique reprend des couleurs, où l'écologie forme une préoccupation débouchant sur des décisions concrètes, internationales, etc. Une telle perspective implique que nous pensions autrement, que nous inventions des catégories, des concepts, des mots peut-être même, et que nous fassions confiance à la science pour éclairer les décisions, sans pour autant que les scientifiques se substituent aux responsables politiques. Dès lors, les sciences humaines et sociales ont devant elles un "boulevard" - à condition de bénéficier de politiques et de formes d'emploi et de financement autres que la règle en vigueur aujourd'hui.

Le constat est juste, mais l'expression de "corps intermédiaires" n'est pas la mieux adaptée. Elle renvoie à l'image d'une construction formée, à son sommet, du pouvoir (l'Elysée), à sa base, de la population, et entre les deux, de ces "corps". D'autres images méritent examen. Celle par exemple, classique depuis Montesquieu, de la séparation des pouvoirs. Celle aussi d'un pouvoir d'Etat qui n'est pas l'horizon indépassable de l'action politique. Toujours est-il que nous avons vécu, sous Nicolas Sarkozy, plus encore ensuite avec François Hollande, l'épuisement de la représentation politique classique, et une configuration qui a abouti à la situation actuelle : un pouvoir installé, selon ses dires, au centre, et en réalité plutôt à droite. Puis sur ses deux flancs, plus rien jusqu'aux extrêmes de gauche et de droite. Nous avons vu aussi le syndicalisme être ignoré ou presque, y compris lorsqu'avec la CFDT et Laurent Berger, il se présente comme un acteur négociateur ouvert au débat et au compromis. Ajoutons que les institutions n'ont pas été pleinement respectées, le Conseil d'Etat n'a pas été écouté à propos de la loi sur les retraites.

On peut certes s'interroger : si les partis classiques et les syndicats ont semblé ainsi perdre pied, n'était-ce pas aussi de leur faute ? Et le phénomène n'étant pas propre à la France, ne faut-il pas y voir une tendance mondiale, générale ? Certainement. Mais ce qui frappe, c'est que le chef de l'Etat n'a jusqu'à peu rien fait pour créer les conditions d'une reconstruction de ces acteurs et des systèmes dans lesquels ils opèrent. Avec la crise, il a semblé modifier quelque peu cette attitude : il a - bien mal lui en a pris - écouté les dirigeants de tous les partis

qui lui demandaient de maintenir le premier tour des élections municipales du 15 mars 2020 ; il s'est entouré des avis d'instances scientifiques, et pas seulement de ses conseillers habituels. Il a annoncé le report de la loi sur les retraites.

Mais il a aussi pris des mesures d'urgence qui contredisent cette image. La reconstruction est annoncée, toutefois rien n'indique qu'elle s'exercera en reconnaissant la nécessité de ces "corps intermédiaires", et en faisant en sorte qu'ils deviennent de plus en plus utiles et présents. En fait, le chef de l'Etat s'est davantage mis en dynamique de rééquilibrer son positionnement vers la gauche, que de permettre à une gauche de se relancer. Jusqu'au jour où il tentera de faire basculer le curseur à nouveau vers la droite. Et s'il a semblé entendre un peu plus les syndicats, son gouvernement a pris des mesures qui ne sont certainement pas celles qu'ils peuvent attendre.

Effectivement, le thème du "péril jaune" est réapparu, et de nombreux épisodes racistes sont venus faire de la Chine et des Chinois les boucs émissaires de la pandémie. Ce phénomène est très classique, l'anthropologue et historien René Girard avait très bien montré comment en cas de malheur "on" charge un bouc-émissaire de tous les maux pour l'expulser en le tuant.

Ce racisme ne joue pas seulement chez nous, il est à l'œuvre par exemple à Hong Kong, visant les Chinois de Chine continentale, et au sein même de cette dernière, il cible les habitants de Wuhan. En France, il prend la forme de stéréotypes, de préjugés, de propos et d'attitudes dans l'espace public, de menaces, d'agressions, jusqu'au refus de fréquenter des commerces tenus par des Asiatiques, etc. A terme, le tourisme chinois en France, qui devenait si important, pourrait de ce fait régresser, et les appels à la ré-industrialisation s'accompagner de postures hostiles à la Chine sous des formes confinant au racisme. N'oublions pas que les migrants d'origine asiatique en France sont nombreux, qu'ils ont fait souche et famille ici, que leurs enfants vont à l'école : voilà un problème très concret et interne à notre société.

Le gouvernement a eu raison d'engager des efforts considérables pour sauver l'économie et les entreprises. Il n'en a pas produit autant à l'égard des personnes singulières, en tant que travailleurs, et ne pouvait pas se mobiliser substantiellement pour ceux que la crise sanitaire et le confinement placent en situation très difficile. Au final, tous les chômeurs ne seront pas convenablement indemnisés, de nombreux précaires ne seront pas aidés, déjà les associations humanitaires peinent plus que jamais à venir au secours des SDF et des personnes en grande pauvreté.

La répression de ceux qui contreviennent aux consignes officielles a atteint en priorité les habitants des quartiers populaires, qui, plus que d'autres, ont besoin de sortir de chez eux. Une famille nombreuse entassée dans un appartement modeste et dont les enfants, quand ils ne sont pas en classe, sont souvent dehors, dans la rue, vit plus délicatement le confinement ! Les addictions deviennent plus difficiles à satisfaire. Le risque d'être victime du virus est plus élevé quand il faut nécessairement nourrir une famille et donc faire des courses assez souvent, quand les enfants, intenablement, sortent finalement malgré les interdictions. Les risques sont également plus grands pour ceux qu'une foi puissante décourage de la moindre prudence, et qui préfèrent se réunir pour communier dans leur religion plutôt que de se protéger en restant confinés.

Mais si des violences sporadiques sont susceptibles d'apparaître, je ne pronostique pas une grande convulsion collective. D'ailleurs, ceux qui se mobilisent ne sont pas nécessairement les plus démunis, les plus opprimés, comme l'avait montré Tocqueville à propos de la Révolution

française : celle-ci n'a jamais été aussi active que dans les régions économiquement les plus prospères. En revanche, je constate un processus de "gilétisation jaune" de la société en cette phase de crise sanitaire : des protestations s'expriment contre le pouvoir et sa politique de santé, qui ont un vif écho sur les réseaux sociaux, et qui font penser à ce que les Gilets jaunes ont eu de plus central dans leur mouvement : la critique de l'action publique en matière sociale. En fait, si la pandémie est naturelle, au départ, et provient d'ailleurs, elle vient se mêler, dans son impact, à d'autres crises, sociale, politique, qu'elle pourrait relancer malgré les appels incantatoires du pouvoir à l'unité.

Nous sommes entrés depuis plus d'un quart de siècle dans l'ère numérique, et cette pandémie nous y installe massivement, et avec une densité inédite. Tout est digital aujourd'hui : la lutte contre le virus, comme on l'observe en Asie, où les smartphones et Internet sont devenus des outils décisifs, le fonctionnement à distance de l'éducation, la communication massive, à l'échelle souvent planétaire, qu'autorisent les technologies de communication... et ainsi, l'isolement qu'impose le confinement est en partie pallié par une intense communication et par le télétravail.

Celui-ci est une rupture, et non un prolongement dans les modes d'organisation du travail. La vie des entreprises, leur gestion, leur structuration interne, le fonctionnement des collectifs de travail se transforment à grande vitesse. D'ailleurs, de nombreuses entreprises, y compris des startups, s'inscrivent dans cette mutation, proposant toutes sortes de e-services, d'applications, de systèmes de gestion, etc. Ce qui, à terme, dessine une autre structure générale de l'emploi.

Chez ceux qui peuvent relever du télétravail, l'habitat constitue une donnée clé : il est possible de vivre beaucoup plus loin de son lieu de travail, auquel on ne se rend que rarement ou moins souvent. L'urbanisme, les réseaux de transport public sont aussi impactés par cette évolution, que la crise sanitaire a rendu spectaculaire, créant des habitudes sur lesquelles nous ne reviendrons pas, ou en tous cas jamais entièrement. Le télétravail rend moins nécessaire qu'avant bien des réunions à distance, y compris internationales, et apportera sa contribution à la réduction du transport aérien, qui se présente déjà aujourd'hui comme une victime majeure de la crise sanitaire.

En période de crise sanitaire, très logiquement le principe de précaution semble devoir jouer fortement. Mais même là, des voix se font entendre : *"Il nous empêche de continuer à vivre, à produire, il est paralysant et même à terme, contre-productif, car en contrecarrant l'épidémie, il va générer ou renforcer d'autres crises, notamment économiques et financières, mais aussi culturelles, voire personnelles"*... ; imposer le confinement absolu durant plusieurs semaines, par exemple c'est mettre en cause durablement l'équilibre psychique et la santé mentale et morale de bien des personnes. La pandémie actuelle, plutôt que de susciter des comparaisons en termes de guerre, devrait plutôt encourager à accepter l'idée que la société, comme le monde, sont confrontés à des risques majeurs, certains causés par l'homme, mais pas tous - ou pas entièrement : accident nucléaire, tsunami, volcan dégageant de vastes quantités de poussière qui obscurcissent la planète et provoquent un refroidissement généralisé, crise financière, etc. Ces risques ont de particulier que leur probabilité de réalisation est très faible, mais que lorsqu'ils surviennent, la catastrophe et le chaos menacent. Nous ne pouvons pas même concevoir tous ces risques, et pas davantage anticiper pleinement quand, où et à quelle échelle ils sont susceptibles d'advenir. Le principe de précaution ici devrait surtout consister à nous préparer à faire face à de telles menaces et à gérer une crise majeure. A apprendre à mobiliser dans les meilleurs délais ressources et compétences. Cela peut se jouer en amont, en veillant à minimiser certains éléments, par exemple en ne laissant pas se construire une ville

le long d'une ligne de faille, en initiant des instruments de détection sur les côtes susceptibles de subir un typhon ou un tsunami, en érigeant des habitations antisismiques, etc. Des formations civiques et éducatives à la gestion de crise peuvent aussi contribuer. La capacité de tirer les leçons d'épisodes antérieurs, comme dans les pays d'Asie, à commencer par la Chine, qui ont su utiliser les acquis de leur expérience des épidémies de type Coronavirus, est également clé. Bref, le principe de précaution paralyse, ou est peu mobilisateur et même vite démobilisateur, là où nous avons besoin d'être prêts à nous constituer en quelque sorte en acteurs contre-offensifs.

Le terrorisme est humain, et non pas naturel, et il est le fait d'acteurs qu'il est possible d'identifier. La "guerre" contre le terrorisme vise ces acteurs, qui ne sont pas pour autant des Etats, même s'il arrive qu'un Etat sponsorise un groupe terroriste, voire, avec Daech, que se constitue un quasi-Etat terroriste - le Califat a existé durant quelque trois ans au Proche-Orient. Le terrorisme peut être "ciblé", c'est-à-dire choisir ses victimes - les journalistes de *Charlie Hebdo*, les clients juifs de l'hypercasher en janvier 2015. Il a sa rationalité, il déborde d'une pléthore de sens, et ses protagonistes sont capables de calculs, parfois même plus intelligents que ceux des spécialistes chargés de le combattre : alors que des scénarios très élaborés imaginaient à la fin des années 90 l'irruption d'un terrorisme nucléaire, chimique, bactériologique, les acteurs du 11 septembre 2001 ont construit l'impressionnant succès de leur opération en achetant des billets « business », en se munissant de simples cutters, en prenant place dans les avions, et en s'étant préparés à mourir.

Les luttes contre ces deux fléaux ont en commun d'être toujours liberticides. Le gouvernement vient de faire passer des mesures d'exception relatives à la lutte contre le Covid-19, en 2015 l'exécutif d'alors avait fait de même pour agir face au terrorisme. Ce n'est pas un hasard si ce sont les mêmes, réseaux d'organisations de défense des droits de l'homme, d'avocats, de militants humanitaires, d'intellectuels qui se mobilisent dans les deux cas pour tenter de ralentir ou d'empêcher ces types de dérives.

Hélas ! L'expérience montre qu'il est plus facile d'entériner des mesures d'exception, de les banaliser, de les faire entrer dans le droit commun, comme ce fut le cas en 2017 avec les textes anti-terroristes, que de revenir en arrière une fois une crise dépassée. Ces mesures ont alors d'autres desseins que ce pour quoi elles avaient été explicitement proposées et adoptées, elles constituent dès ce moment une régression démocratique.

Comme Edgar Morin, je suis plutôt optimiste, confiant dans la capacité des humains à explorer les "bons" chemins. Mais les processus par lesquels s'opère un travail de chacun sur soi-même, et de la société sur elle-même ne sont pas écrits d'avance, ils changent d'une personne à une autre, d'une société à une autre, d'un moment à un autre, et ne sont pas linéaires. Certains s'enfermeront dans la mélancolie, et seront incapables de se projeter vers l'avenir. D'autres oublieront, pour envisager le futur sans tenir compte du choc actuel. Et d'autres seront capables d'être à la fois dans le passé et le futur. Les sociétés occidentales, et tout spécialement la nôtre, ont manqué depuis plusieurs années d'appétence pour se tourner vers l'avenir avec une certaine confiance.

Nous avons vécu dans le présent - le "présentisme" que critique l'historien François Hartog. En Asie, il semble qu'on veuille davantage imaginer un futur sinon radieux, du moins meilleur, on mise sur l'enseignement supérieur et la recherche, sur la science, on ne clame pas que les jeunes générations vivront moins bien que les plus âgées. Si le choc de cette pandémie doit aider à retrouver le goût du progrès, doit soutenir l'idée qu'un autre futur est possible - et

qui sera ce que les citoyens, surtout les plus jeunes, en feront -, alors la crise se révélera avoir été "aussi" salulaire.

Mais gardons-nous des tendances à l'arrogance provinciale, par la faute de laquelle nous nous croyons supérieur aux autres nations, et qui témoigne en réalité de notre refus d'aller dans ce sens.

Cette période nous aura beaucoup appris sur le pouvoir actuel ! Sur la façon dont il prétend *faire demain* le contraire de ce qu'il a *fait jusqu'ici*. Les électeurs sauront en tirer toutes les conséquences.

Si de véritables changements doivent être à l'œuvre, ils proviendront de la société, d'en bas, et de ses initiatives, de demandes sociales, culturelles, politiques, économiques que des forces politiques seront capables de traiter -qu'il s'agisse de vieux partis de droite et de gauche se renouvelant en profondeur (ce dont je doute), des Verts (ce qui est déjà un peu plus vraisemblable), ou de nouveaux partis émergents.